

Plateforme des Forces Démocratiques unifiées - FDU-Inkingi et le Rwanda National Congress - RNC.

Le 20 janvier 2012

Communiqué de presse

Arrestation et emprisonnement d'officiers supérieurs de l'armée rwandaise : Ce n'est pas une tentative de coup d'Etat, c'est de la diversion.

Trois généraux et un colonel rwandais ont été suspendus de leurs fonctions et placés en résidence surveillée le 17 Janvier 2012. Le porte-parole du ministère de la défense, le colonel Joseph Nzabamwita, a confirmé les suspensions, les arrestations et l'emprisonnement du lieutenant-général Fred Ibingira (chef de la Force de réserve), du brigadier général Richard Rutatina (chef du renseignement militaire), du général de brigade Wilson Gumisiriza (commandant de la 3e Division) et du colonel Dan Munyuza (chef du service de la sécurité extérieure). Selon le communiqué officiel des autorités militaires, les quatre officiers supérieurs sont accusés d'avoir exercé des activités de commerce illicite en République Démocratique du Congo.

Les suspensions, les arrestations et l'emprisonnement desdits officiers a généré des spéculations de tous genres, certains citoyens et analystes étrangers suggérant que les agents pourraient avoir été impliqués dans un plan de coup d'Etat contre le régime totalitaire du Président Kagame.

La présente déclaration est émise dans le but d'éclairer l'opinion publique et lui donner une clé de lecture des tenants et des aboutissants de cette information majeure, tant pour le peuple rwandais ainsi que pour les autres populations de la région. Selon nos enquêtes, les suspensions, les arrestations et l'emprisonnement des quatre officiers n'ont rien à voir avec toute l'affabulation colportée autour de la soi-disant tentative de coup d'Etat militaire. Ces suspensions et ces arrestations n'ont rien à voir avec les activités de commerce illégal en République démocratique du Congo (RDC). La vérité derrière ces remous annoncés se rapporte plutôt à la lancinante politique d'agression, menée de longue date par le gouvernement rwandais et visant à déstabiliser et à exploiter perpétuellement les ressources de l'Est de la RDC. Cette politique est réalisée par l'armement et le soutien des groupes rebelles à sa solde ainsi que par l'installation d'autorités civiles locales dociles.

Le but poursuivi par cette politique est de maintenir une RDC militairement faible, vulnérable à la manipulation et au chantage, ainsi que de faciliter l'exploitation illégale de ses ressources. Le Président Kagame, étant propriétaire des grandes

entreprises rwandaises impliquées dans les affaires dans l'Est de la RDC, est le principal bénéficiaire de la politique rwandaise de subversion dans cette grande partie du territoire congolais. On comprend aisément pourquoi l'instabilité et la volatilité de la RDC servent les intérêts commerciaux personnels du rwandais ainsi que les intérêts stratégiques de la clique actuelle au pouvoir à Kigali. Le maintien d'un climat chaotique, instable et fragile de la RDC, est essentiel pour le Président Kagame, lequel veut maintenir une présence militaire dans l'Est de la RDC contre la volonté et les aspirations légitimes des populations congolaises et opérer librement dans cette région, comme si la RDC n'était pas un Etat souverain.

Dans la poursuite de sa politique de déstabilisation et d'exploitation des ressources de l'Est de la RDC, le Président Kagame, a récemment déployé en RDC un grand nombre d'officiers supérieurs des Forces rwandaises de défense, parmi lesquels les quatre hauts officiers ci-dessus mentionnés, dans le but de truquer les élections législatives et locales qui s'y déroulent actuellement. Les quatre officiers menaient ensemble ce plan. Manque de pot pour le Président Kagame, les activités subversives menées par son gouvernement, en particulier les fréquentes visites des officiers de l'armée rwandaise, ont été portées à la connaissance de M. Kabila, Président de la RDC. Avec des preuves accablantes à l'appui des activités subversives rwandaises mentionnées ci-dessus, le Président Kabila les aurait confrontées au Président Kagame, témoignage de la présence et des activités des officiers rwandais sur le territoire de la RDC.

La suspension et la détention alléguées des quatre officiers visent donc tout simplement à créer de la diversion parce qu'il n'existe pas le moindre doute que c'est le Président Paul Kagame, en personne, qui a approuvé au préalable les opérations, en même temps que le déploiement des quatre officiers ainsi que celui de beaucoup d'autres militaires rwandais en RDC. Autrement, les activités des quatre officiers supérieurs sur le territoire de la RDC seraient un indice de perte de contrôle de Kagame sur l'armée. Les allégations de l'implication desdits officiers dans des relations d'affaires illégales ne sont rien d'autre qu'une couverture d'autres plans. En effet, les civils (tels que MM. Safari, Muzungu et Mabati) qui ont été arrêtés aux côtés des chefs militaires sont des responsables de l'administration territoriale et nullement des hommes d'affaires.

Si quelqu'un doit être tenu pour responsable des crimes liés à la contrebande de la RDC et l'exploitation illégale des ressources de la RDC, c'est en premier lieu le Président Kagame, les employés de ses entreprises personnelles ainsi que ses associés proches dans les affaires. En effet, ses entreprises privées sont toujours actives en RDC, certaines sous le prête-nom de ses associés.

En ce qui nous concerne, il n'est point de doute que les officiers militaires aujourd'hui

suspendues, seront, cela en conformité avec la pratique antérieure, tranquillement relâchés et réintégreront l'armée aussitôt que l'attention internationale envers les activités illégales du gouvernement rwandais en RDC sera relâchée. On se souvient qu'en 1995 le général Ibingira a été placé en résidence surveillée après les massacres de Kibeho, massacres des personnes déplacées à l'intérieur du pays pour lesquels sa responsabilité avait été établie. Il recouvrera la liberté très peu de temps après.

Les événements en cours nous donnent l'opportunité de dénoncer le détournement, par le Président Kagame, des institutions et des instruments de l'Etat afin de faire prospérer ses affaires personnelles ainsi que ses intérêts économiques propres. Nous aimerions aussi attirer l'attention du peuple rwandais, des populations et des gouvernements des Etats voisins ainsi que de la communauté internationale sur les conséquences graves des activités d'exploitation des ressources et de déstabilisation politique de la RDC conduites par le régime de Kigali.

Par conséquent, nous appelons la communauté internationale à proscrire la politique subversive du Président Kagame contre la RDC. Elle perpétue en effet, l'instabilité et la souffrance des congolais, empoisonne les relations entre les peuples des deux pays et les générations futures, en même temps qu'elle compromet les intérêts à long terme de la population de la région des Grands Lacs dans son ensemble.

Lausanne, Suisse

Dr Nkiko Nsengimana
Coordinateur
Comité de coordination des FDU-Inkingi
Contact: nkiko.nsensgimana@bluewin.ch ou sixchris@netti.fi

Washington, D.C., États-Unis

Dr Théogène Rudasingwa
Coordinateur
Comité intérimaire de RNC
Contact: ngombwa@gmail.com